

Webster Griffin Tarpley

# La Terreur Fabriquée, Made in USA

11 Septembre,  
le mythe du XXI<sup>e</sup> siècle

Traduit de l'américain par  
Tatiana Pruzan et Benoît Kremer

Éditions Demi-Lune



# Épilogue

L'élection de Bush en Iowa avait l'odeur d'une opération de couverture de la CIA...

Ses aspects étranges [comprenaient] un décompte long et lent, puis les ordinateurs sont tombés en panne à un moment très opportun, et Bush est resté avec six points d'avance... *Un dirigeant syndical de Manchester*,

24 février 1980

(**Tarpley et Chaitkin**, *George Bush : The Unauthorized Biography*, p. 343)

Croyez-vous que le système électoral des États-Unis soit sans défaut ?  
Ai-je besoin de vous rappeler comment se sont passées les élections aux États-Unis ?

**Vladimir Poutine**, 23 décembre 2004.

Le scrutin de novembre 2004 fut la première élection présidentielle aux États-Unis après le 11 Septembre. Les réseaux voyous du gouvernement occulte, dont le pouvoir avait été considérablement renforcé par le succès des crimes du 11 Septembre, n'avaient pas l'intention de tolérer un changement à la Maison Blanche susceptible de porter atteinte, ne fût-ce que légèrement, à leurs prérogatives. Ceux qui avaient orchestré le 11 Septembre et son camouflage devaient rester au pouvoir, d'une part pour s'assurer qu'aucun criminel de septembre ne soit livré aux loups, d'autre part pour garantir l'escalade, tant rêvée par les néo-conservateurs, vers la guerre des civilisations.

Les autres pays exprimèrent leur consternation devant le « coup d'État à froid » qui avait valu un second mandat à Bush, non pas tant en contestant la fraude flagrante, mais plutôt en délaissant le dollar, provoquant ainsi une crise qui montrait que c'étaient là les derniers jours de Pompéi pour la devise étasunienne moribonde. Le dollar tomba à 1,35 contre l'euro, ce qui laissait présager la fin du billet vert en tant que devise de réserve mondiale. Ce chiffre de 1,35 révélait avec force que tous les efforts des néo-conservateurs pour consolider leur position impérialiste après le 11 Septembre avaient échoué. Comme le dollar (ainsi que l'eurodollar londonien et les autres xénodollars) était le nerf de la domination du monde anglo-américain, la réaction des oligarques anglo-américains et des services secrets qu'ils contrôlent se traduisit par un accroissement frénétique du pillage de l'économie mondiale pour donner une chance de survie au billet vert.

L'une des manifestations de cet état d'esprit fut la tentative d'humilier encore plus la Fédération de Russie en orchestrant une insurrection de rue, du genre «le peuple au pouvoir», en faveur de l'OTAN, à Kiev en Ukraine. Cette tentative d'étendre l'emprise de l'OTAN si loin à l'intérieur du glacis de la Russie révéla les intentions ouvertement hostiles des États-Unis, accompagnées des deux côtés de mises en garde brutales et d'une propagande incandescente.

Après avoir attaqué l'Afghanistan et l'Irak, après avoir lancé des menaces fulminantes contre l'Iran et la Syrie en 2004, les néo-conservateurs fascistes insensés caressaient manifestement le zénith de leur folie suicidaire : un conflit avec la Fédération de Russie, puissance thermonucléaire qui, comme le savaient parfaitement Wolfowitz, Brzezinski et leur clique, était la seule à détenir la capacité indubitable d'annihiler une grande partie de la population des États-Unis en quelques heures. Cette nouvelle crise de démence surpassait en folie tout ce que les néo-conservateurs avaient pu entreprendre jusque-là. Cela permettait d'entrevoir ce que pourrait devenir la vie aux États-Unis sous la loi des réseaux gouvernementaux occultes.

### UNE ÉLECTION ? NON : ENCORE UN COUP DE LA CIA

Tout porte à croire que si le décompte des voix avait été honnête, Bush aurait perdu le Collège électoral et, très probablement aussi le suffrage populaire. Tous les éléments permettant de truquer un scrutin : intimidation des électeurs, fraude, bourrage des urnes, intervention sur Internet, piratage électronique et vol des voix, furent cyniquement mis en action par la machine Bush/CIA. Kerry avait à maintes reprises promis à ses partisans qu'il bataillerait pour que chaque bulletin soit pris en compte après la fermeture du scrutin. Edwards fut envoyé faire un petit discours pour dire que Kerry ne capitulerait pas et que «chaque voix serait comptée.» Mais Kerry trahit lâchement sa promesse en s'avouant vaincu le mercredi 3 novembre.

Un candidat sérieux aurait annoncé des mesures judiciaires tous azimuts pour saisir et confisquer les machines électroniques, les cartes perforées et les scanners optiques, qui avaient été si manifestement truqués en faveur de Bush, dans l'intention de prouver devant un tribunal qu'on les avait trafiqués. Mais non : Kerry se hâta de se rendre. Ce fut au Parti des Verts et au Parti Libertaire de payer 125 000 USD de leur poche pour exiger et obtenir un nouveau décompte. Kerry, quant à lui, malgré ses hauts faits de guerre, se révélait être un lâche. Il avait gagné les élections, mais il ne voulait pas se battre pour épargner au pays quatre années supplémentaires aux mains du gang Bush.

Le jeudi suivant le vote, Greg Palast rédigea un article fort utile intitulé : «Kerry a gagné» qui fut publié sur TomPaine.com. Palast y disait

que Kerry était le véritable gagnant dans l'Ohio et au Nouveau-Mexique, entre autres États. La thèse de Palast était limitée par son obsession pour les « nuls », le facteur qui a fait jeter au panier ou annuler environ 3 % des bulletins aux États-Unis. Naturellement, les bulletins non valables se concentraient dans les circonscriptions pauvres, noires ou hispaniques qui votent généralement démocrate. Malgré toute la pertinence de cet argument, Palast se focalisa trop exclusivement sur ces formes traditionnelles et structurelles de fraude typiques des 40 dernières années depuis que William Rehnquist avait commencé à harceler les électeurs hispaniques. Mais la fraude de 2004 n'était pas une fraude à la papa. Il s'agissait d'une version moderne et high-tech, qui n'aurait pas pu voir le jour sans l'implication totale des services secrets. Autrement dit, le scrutin de 2004 a été volé grâce à un complot de la machine Bush et de la communauté du renseignement ; c'est cette question d'un vaste complot offensif impliquant des électeurs fantômes qui est, comme toujours, le point de friction avec Palast.

Dans l'après-midi du jour des élections, le sentiment anti-Bush fut renforcé par des fuites de sondages aux sorties des urnes indiquant que Bush était en train de perdre. Ces sondages étaient conduits par Edison Media Research avec Mitofsky International sur demande du Pool électoral national (NEP), nom usuel du consortium des chaînes de télévision et AP (Associated Press). Selon un article, « les grandes chaînes et AP ont commencé à recevoir des chiffres de sondages au début de l'après-midi mais ont promis par avance de ne pas les utiliser avant la clôture totale du scrutin dans un État – même si cette information, qui n'est jamais concluante, finit régulièrement par se retrouver sur Internet. Slate.com et le Drudge Report claironnaient ainsi dans l'après-midi que les premiers sondages indiquaient que Kerry avait 1 % d'avance en Floride et dans l'Ohio et qu'il menait largement en Pennsylvanie, dans le Wisconsin, le Minnesota et le Michigan... Tim Russert de la NBC releva que Kerry avait reçu les voix de 6 électeurs indépendants sur 10 dans l'Ohio. Ed Bradley de CBS dit que Kerry avait drainé les voix des femmes, des hommes, de ceux qui votaient pour la première fois et des indépendants dans le New Jersey » (*Washington Post*, 3 novembre 2004).

Tandis que ces résultats vogaient sur la blogosphère, de plus en plus de gens eurent l'impression que Bush allait perdre. Dans un article écrit le soir après la clôture du scrutin, on lit : « Selon les sondages du NEP à la sortie des urnes, Bush semble avoir beaucoup de mal à garder la présidence et à éviter le sort de son père non réélu pour un second mandat. Le Président George H.W. Bush n'avait pas été réélu en 1992 face à Bill Clinton ; le Président sortant voulait absolument éviter les erreurs qui, croyait-il, avaient coûté la place à son père. Mais à en juger par les sondages de la veille, il n'a pas assez étendu sa coalition pendant les

quatre ans passés à la présidence, ce qui a abouti au coude à coude auquel on assiste depuis hier soir» (*Washington Post*, 3 novembre 2004).

C'est aussi ce que pensaient Bush et son entourage. Le Président commença sa journée à Crawford (Texas), son lieu de vote. Puis il se rendit à un rassemblement dans l'Ohio. On dit qu'il y rencontra personnellement J. Kenneth Blackwell, le secrétaire d'État de l'Ohio, un Noir, partisan enragé des Républicains, chef de file des Bushistes dans cet État et, en même temps, l'officier public chargé de vérifier le scrutin. Puis Bush s'envola vers Washington. Une version dit : «Ce fut dans l'avion que le stratège Karl Rove se mit à appeler partout pour avoir les résultats des derniers sondages. Mais la ligne ne cessait d'être coupée. Ce n'est que lorsque l'avion commença à perdre de l'altitude que parvint un message BlackBerry de la part d'un assistant qui disait simplement : “**pas bon.**”» Peu après, Rove put se faire un tableau plus détaillé et annonça la mauvaise nouvelle au Président et à ses principaux assistants. Le gouverneur de Floride, Jeb Bush, avait dit que la situation semblait bonne ; l'équipe Bush espérait être en tête dans l'Ohio. Mais Kerry était en tête partout. «**J'avais envie de vomir**», dit un assistant dans l'avion... Sur terre, à Arlington (Virginie), cet après-midi-là, le stratège en chef Matthew Dowd parcourut le QG de campagne de Bush avec la tête «d'un savant dont toutes les formules sont fausses», selon un membre de l'équipe. C'était lui qui avait prévu la stratégie de séduction des électeurs, et maintenant les sondages lui donnaient tort sur toute la ligne. Il mit six bonnes heures à décoder. Quand les vrais résultats commencèrent à tomber à 20 heures, Dowd vit qu'en Caroline du Sud, en Virginie et en Floride, les chiffres correspondaient aux attentes des Républicains : le Président avait dépassé les sondages. «Il faut aller parler à la presse. **Les sondages se trompent**», dit Dowd (*Time*, 15 novembre 2004 – souligné par l'auteur).

L'après-midi avait été dur ce jour-là pour le camp Bush. «Les sondages décourageants affluaient au QG d'Arlington, les stratèges qualifiaient en privé les premiers résultats de **cataclysmes**... Quand les chaînes avaient d'abord déclaré que les résultats de Virginie étaient indécis, Bill Kristol de Fox News avait dit : «Cela ne peut pas être bon pour le Président Bush...» Mais ils commencèrent à dire aux journalistes et aux principaux soutiens que les sondages de sortie des urnes s'étaient trompés en 2000 et à assurer que les résultats de Bush étaient meilleurs que cela. Bush fit venir des journalistes dans sa résidence de la Maison Blanche vers 9h37 pour tenter de reconforter ses troupes. “Nous sommes très optimistes. Merci. Je crois que je vais gagner, merci beaucoup.” Cette mise en scène était destinée à donner une image de confiance après cette journée pénible à la Maison Blanche» (*Washington Post*, 3 novembre 2004, c'est nous qui soulignons).

Un autre compte rendu corrobore ce récit : «J'ai vu la tête [de Rove] et le téléphone s'est arrêté», déclara Dan Bartlett, directeur de la communica-

tion de la Maison Blanche. « Il a dit “pas bon”. “C’était comme un coup de poing dans le ventre”, ajouta Bartlett. Rove raconta les moments vécus dans l’avion présidentiel lors d’une interview : “... J’étais malade. Mais ensuite, je me suis mis en colère en voyant les chiffres. Ça n’avait aucun sens.” Bien sûr, ces sondages à la sortie se sont révélés faux. C’est ce que beaucoup de gens pensaient au QG de Bush quand on s’est mis à examiner les chiffres de près. Et aujourd’hui, Rove est encensé par le Président pour avoir été “l’architecte” de la victoire» (*Washington Post*, 7 novembre 2004). Mais les sondages n’étaient pas faux. Tout montre qu’ils représentaient un baromètre très précis de l’état d’esprit des citoyens au moment de quitter les bureaux de vote où ils croyaient avoir voté. La différence entre les sondages de sortie des urnes et le résultat final est due à la marge de fraudes.

La fraude électorale électronique et cybernétique, telle que pratiquée par la machine CIA-Bush, comporte habituellement une panne d’ordinateur au beau milieu de l’action, comme nous le rappelle le commentaire de 1980 de William Loeb. En 2002, « une panne d’ordinateur a rendu impossible la diffusion des résultats le jour des élections. Le mardi [2 novembre 2004], de nouveaux problèmes sont apparus : pendant 2 h?, il y eut une panne de données et des échantillons qui tantôt comportaient trop de femmes, tantôt trop peu de données de l’Ouest, tantôt pas assez de Républicains, tantôt une avance pour le candidat démocrate John Kerry dans le sondage national, et ce, jusque tard dans la nuit. Par deux fois, le soir des élections (pour les résultats de Virginie et de Caroline du Sud), les chaînes ne furent pas en mesure de donner le gagnant à la fin du scrutin parce que les sondages de sortie des urnes montraient que les deux candidats se suivaient de trop près, alors que pour finir, Bush l’emporta haut la main dans ces deux États », écrit un journaliste.

« Des vagues successives de résultats nationaux de sondages de sortie des urnes dans l’après-midi et la soirée ont dit que Kerry devait avoir 2 ou 3 % d’avance au plan national et dans plusieurs États importants, l’Ohio compris. Les résultats des sondages préliminaires de sortie des urnes, qui avaient transpiré tout au long de la journée, furent affichés sur plusieurs sites web, dont le site Drudge Report, très fréquenté, ce qui ajouta à la confusion et alimenta la frénésie des médias. »

C’est alors que survint l’incontournable panne informatique, généralement utilisée pour camoufler un bidouillage des données existantes : « Pour compliquer encore les choses, un serveur chez Edison/Mitofsky se mit à avoir des ratés peu avant 23 heures. La défaillance empêcha l’accès à tous les résultats de sondages de sortie des bureaux de vote jusqu’à ce que les techniciens puissent rendre opérationnel un système de remplacement, hier à 1 h33 du matin. Le crash survint à peine quelques minutes avant que le consortium ne mette à jour ses sondages de sortie des urnes en s’aidant des résultats d’interviews postérieurs qui donnaient un point

d'avance à Bush. Les journalistes furent obligés de se reporter aux résultats des sondages de sortie des bureaux de vote annoncés à 18h15, qui montraient encore Kerry en tête de trois points» (*Washington Post*, 4 novembre 2004). Officiellement, on attribua l'Iowa à Bush le vendredi suivant les élections. Les résultats avaient été très serrés, «mais comme Bush détenait une avance de 12 000 voix, les fonctionnaires de l'Iowa décidèrent hier que les votes par correspondance n'étaient pas assez nombreux pour que Kerry remonte son retard sur Bush» (*Washington Post*, 6 novembre 2004).

### SCANDALE DANS L'OHIO

Bush fut sauvé par un «décalage vers le rouge», comme on dit en astronomie, d'environ 3 à 5% dans un certain nombre d'États clés, entre les sondages à la sortie des bureaux de vote et les résultats officiels. Ces différences, il convient de le remarquer, étaient toujours en faveur de Bush et jamais à son détriment. Ce glissement était dû aux fraudes. Une analyse complète des fraudes électorales des élections de 2004 dépasserait le cadre de notre ouvrage. Bornons-nous à dire que les équipes de Bush ont fait feu de tout bois pour falsifier les résultats. Les mécanismes de fraude sur le champ de bataille de l'État clé de l'Ohio ont été consignés par Robert Fitrakis et ses amis sur [www.freepress.org](http://www.freepress.org) et il n'est donc pas nécessaire de le reproduire en détail ici. Voici le déroulement d'une fraude électronique typique :

Le comptage des voix a été perturbé à plusieurs endroits par des pannes d'ordinateurs. La plus sérieuse semble s'être produite dans l'Ohio, où elle a fourni la marge décisive à Bush. Les fonctionnaires électoraux du comté de Franklin, dans la région de Columbus, ont déclaré hier qu'une erreur d'ordinateur a donné 3 893 voix supplémentaires à Bush dans un seul bureau de vote. Matthew Damschroder, directeur du bureau électoral du comté de Franklin, a précisé que dans ce bureau de vote, Bush avait reçu 365 voix sur 638 bulletins exprimés. On ne sait pas très bien si l'Ohio a connu d'autres difficultés avec le vote électronique. Environ 30% des votants de l'État ont voté électroniquement. (*Washington Post*, 6 novembre 2004)

Dans l'Ohio, la falsification de votes avait été préparée avec soin. Blackwell avait veillé à ce que la liste des électeurs enregistrés soit purgée de nombreux Démocrates juste avant les élections, sous le prétexte favori du Parti Républicain que ces Noirs, hispaniques et autres pauvres étaient en réalité des criminels condamnés. Le temps que ces exclus réalisent ce qui s'était produit, il était trop tard pour se réinscrire. Blackwell se surpassa en inventant des prétextes techniques pour refuser de nouvelles inscriptions et pour invalider les votes par correspondance de personnes soupçonnées d'être des Démocrates. Les électeurs démocrates nouvellement inscrits reçurent des lettres de menaces leur disant que leur inscrip-



tion était contestée par le Parti Républicain. Ces lettres prenaient un tour inquiétant en ajoutant qu'ils avaient le droit de se faire accompagner d'un avocat et de témoins. Des tracts fantômes affirmèrent que le vote était prolongé jusqu'au mercredi. D'autres annoncèrent que les électeurs qui n'avaient pas payé leurs contraventions, leur pension alimentaire ou leur amende de retard à la bibliothèque seraient arrêtés manu militari dans les bureaux de vote pour être jetés en prison.

Des imposteurs téléphonèrent aux électeurs supposés Démocrates pour leur dire que leur bureau de vote avait changé de place : une fraude qui, bien souvent, ne fut détectée qu'après que les électeurs eurent attendu plusieurs heures sous la pluie, avant de s'entendre dire qu'ils devaient tout reprendre à zéro dans leur bureau habituel. Beaucoup de bureaux de vote de quartiers habités par des Noirs, des hispaniques ou des personnes à faibles revenus ouvrirent avec retard. Une fois ouverts, il s'avéra bien souvent qu'ils n'avaient pas de stylos pour les bulletins sur lesquels il fallait écrire et, par-dessus le marché, qu'il y avait beaucoup moins de machines à voter que naguère, depuis que la clique Blackwell s'était arrangée pour les faire transférer dans les banlieues républicaines aisées. Résultat : de longues files d'attente se formèrent sous la pluie et beaucoup d'électeurs fragiles abandonnèrent. Beaucoup d'employeurs républicains menacèrent leurs travailleurs payés à l'heure ou pas de les congédier s'ils s'attardaient trop aux urnes ; un nombre assez important fut effectivement licencié. D'innombrables voix furent perdues de cette façon.

À la veille des élections, Blackwell demanda au Parti Républicain le droit de placer des « surveillants » dans chaque bureau de vote. Ces vigiles anti-vote étaient, en fait, des gorilles racistes et fascistes chargés d'intimider et d'éjecter les électeurs susceptibles d'être démocrates, dont le nom figurait sur des « listes noires ». Ces provocateurs furent jugés illégaux par le tribunal fédéral de première instance, mais cette décision fut cassée par la cour fédérale d'appel aux premières heures du matin de l'élection. La Cour Suprême des États-Unis refusa d'entendre l'appel contre cette décision scandaleuse. Savoir que des gorilles du GOP pouvaient courir en liberté dans les bureaux de vote a certainement convaincu beaucoup de citoyens de rester chez eux. Dans beaucoup de bureaux de vote, ces gorilles abordaient systématiquement les Noirs pour leur remettre des bulletins provisoires en papier. Le bulletin provisoire devint ainsi une nouvelle forme de citoyenneté de seconde classe, le nouveau système de discrimination du XXI<sup>e</sup> siècle.

On a raconté que des caisses de bulletins provisoires furent chargées, sans aucune surveillance officielle, sur de mystérieux camions privés qui disparurent dans la nuit. Les hispaniques durent fournir des preuves de leur citoyenneté, y compris en montant des papiers qui n'étaient pas obligatoires dans l'État de l'Ohio. Ils eurent ainsi beaucoup plus de mal à déposer leurs

bulletins. Ceux qui arrivèrent aux bureaux se retrouvèrent devant des machines à écran tactile qui ne leur remettaient pas la preuve qu'ils avaient voté. Beaucoup de machines enregistraient obstinément le nom de Bush malgré les efforts répétés et désespérés des électeurs de faire enregistrer celui de Kerry. Dans tous les États-Unis, les machines à voter électroniques fabriquées par Diebold, Election Systems, Software et Sequoia rendirent de fiers services à la campagne de Bush en falsifiant un nombre incalculable de voix. On prétendit que Bush avait gagné l'Ohio de 136 000 voix. Quand Kerry abandonna, environ 155 000 bulletins provisoires et près de 92 000 bulletins entachés de nullité, provenant pour la plupart de zones majoritairement démocrates, n'avaient pas été pris en compte. Au final cela constituait une violation flagrante de la loi sur le droit de vote et une crise constitutionnelle colossale. Mais le juge néo-conservateur Scalia n'avait-il pas prétendu, en décembre 2000, que la Constitution ne garantissait aux citoyens des États-Unis aucun droit de vote ?

Le résultat désolant de la fraude Bush/Rove et l'abandon de Kerry fut un pas de plus vers l'anarchie aux États-Unis. Les réseaux pourris du gouvernement occulte étaient désormais maîtres de la situation. Bush n'était pas un Président, mais le gouvernant illégitime d'un régime de bandits, un usurpateur sans foi ni loi à la tête d'un État pervers. Le « capital politique » que Bush prétendait avoir gagné dans sa conférence de presse suivant l'élection était une contrefaçon. Son prétendu mandat ne valait pas tripette.

Après des coups d'État plus ou moins réussis en 1998 (*impeachment*), 1999 (bombardement de la Serbie), 2000 (vol de la présidence), 2001 (11 Septembre), 2002 (octroi illégal à Bush de pouvoirs de guerre), 2003 (guerre d'Irak) et 2004 (nouveau vol de la présidence), le gouvernement occulte prépara sans attendre son inévitable coup d'État de 2005. Celui-ci pourrait prendre la forme d'une réduction draconienne des pouvoirs du Congrès. Le sénateur Frist du Tennessee, leader de la majorité républicaine au Sénat, annonça que la pratique des Démocrates d'utiliser l'obstruction parlementaire pour empêcher la confirmation d'une poignée d'extrémistes de droite au banc de la cour d'appel fédérale était intolérable et devait cesser.

L'« option nucléaire » de Frist consistait à re-rédiger unilatéralement le règlement du Sénat par un *coup de main*, rendant impossible l'obstruction à des nominations judiciaires. Cette mesure ferait du Sénat le fief d'un seul parti, dans le genre de l'actuelle Chambre des représentants, et affaiblirait le système constitutionnel des contrepoids en rendant nettement plus difficile pour le Sénat de contrôler un Président décidé à placer des racistes et des fascistes dans le système judiciaire fédéral. Les quelques Républicains traditionalistes eurent des états d'âme face à cette proposition extrémiste, et les leaders démocrates menacèrent de paralyser le Sénat

en faisant de l'obstruction parlementaire, mais il n'était pas sûr que ces opposants puissent stopper le coup d'État de Frist.

Naturellement, le coup d'État de novembre 2004 n'aurait pas pu se dérouler aussi bien si Kerry n'avait pas jeté l'éponge aussi facilement. Pour certains, le refus de Kerry de protester contre la fraude était simplement la conséquence de sa loyauté envers Skull & Bones. Ces observateurs imaginent que Kerry a reçu un appel du siège de Skull & Bones lui disant de jeter l'éponge, ce qu'il fit sans tarder. Notre avis est plutôt que Kerry (et son épouse) étaient des spécimens de l'oligarchie, un peu plus intelligents que la moyenne dans ces milieux, mais incapables d'imaginer autre chose que le pouvoir et les méthodes de l'oligarchie. Le monde des valeurs habité par Mme Kerry est, notamment, l'un des centres décisifs de l'influence oligarchique sur la vie américaine ; tout porte à penser que le candidat s'y sentait à l'aise. C'est donc la mentalité oligarchique de Kerry qui l'a prédisposé à se rendre. S'agissant de la dynamique spécifique de ce hissage du drapeau blanc au lendemain des élections, il semble que Kerry ait été convaincu de capituler par Bob Shrum, qui avait torpillé les premières phases de sa campagne, et par Mary Beth Cahill, qui lui a dit que les bulletins provisoires additionnés aux votes par procuration dans l'Ohio ne suffisaient pas pour surmonter le prétendu avantage de Bush.

Kerry avait-il une autre option ? Oui. Depuis la défaite du putsch de Kapp à Berlin en mars 1920 jusqu'à celle du putsch d'Aznar à Madrid en mars 2004, la résistance-type à un coup d'État tenté par une clique de réactionnaires est une grève générale illimitée du mouvement syndical, des partis progressistes, des étudiants et de la jeunesse, des organisations de femmes et de leurs alliés. C'est cela qui a empêché Aznar d'établir une dictature dans la foulée des attentats dans les trains en Espagne.

Aux États-Unis, en novembre 2004, cela aurait pris la forme d'une grève générale en faveur du gouvernement constitutionnel, appelée par le Parti Démocrate, l'AFL-CIO\*, les écologistes, les femmes, les progressistes, les étudiants et autres. Il aurait fallu paralyser le pays jusqu'à ce qu'un décompte précis des voix ait lieu, décompte qui aurait sans aucun doute conclu à la défaite de Bush. Jesse Jackson avait proposé quelque chose de la sorte à Gore en 2000, mais son idée avait été rejetée. Rares sont les oligarques qui acceptent de faire descendre le peuple dans la rue, et Kerry n'a pas fait exception à la règle. Quant au Parti Démocrate, il a eu peur de s'aliéner ses riches bailleurs de fonds bien plus que de perdre une élection ; il était donc structurellement incapable de mener une action de masse. Pour autant que Nader ait apporté une contribution quelconque, ce

---

\* *AFL et CIO* : American Federation of Labour et Congress of Industrial Organisations, puissantes organisations syndicales. (N.d.I.T.)

fut de faire comprendre que le Parti Démocrate est mou, timoré, désespéré et irresponsable.

Les Démocrates eurent même peur de s'appuyer sur l'article XIV de la Constitution des États-Unis, voté par le Congrès le 13 juin 1866 et ratifié le 9 juillet 1868 en réplique à la contestation électorale post-Confédérée à l'encontre des esclaves affranchis, et qui comprend des dispositions taillées sur mesure pour les activités de la machinerie Bush dans l'Ohio, la Floride et plusieurs autres États. Nous y lisons au paragraphe 2 :

Mais lorsque le droit de voter, lors d'une élection quelconque, pour choisir les électeurs du Président et du vice-Président des États-Unis, les députés au Congrès, les fonctionnaires de l'exécutif et de l'appareil judiciaire d'un État, ou les membres de leur législature, est refusé à un habitant de sexe masculin de cet État, qui a 22 ans et qui est citoyen des États-Unis, ou qu'il est restreint de quelque manière, sauf pour participation à une rébellion ou à un autre crime, la base de représentation à ladite instance sera réduite en proportion du nombre de ces citoyens masculins par rapport au nombre total de citoyens masculins de 22 ans dans cet État.

Naturellement, la référence de cet amendement aux électeurs masculins aurait été étendue à tous les votants, conformément à l'amendement n° XIX. À la limite, cela aurait constitué la moindre des réactions au truquage électorale de Bush : raccourcir la base de représentation des États fraudeurs à la Maison Blanche et au Sénat, et diminuer en même temps le nombre de leurs électeurs au collège électorale ainsi que dans les deux Chambres.

### LA QUESTION DU 11/9 ÉTAIT RÉELLEMENT DÉCISIVE

Depuis novembre 2003, je ne cesse de dire que la question du 11 Septembre serait prépondérante lors les élections de 2004. Cette thèse reconnaissait avant tout qu'un réaligement des partis allait survenir en 2004 : une nouvelle prédominance au collège électorale devait remplacer le modèle post-1968 de l'hégémonie des Républicains basée sur la stratégie sudiste raciste développée par Kevin Phillips pour Nixon. Ce réaligement des partis prolongerait le modèle établi depuis le début de la Constitution fédérale des États-Unis en 1788 et qui avait comporté des réalignements semblables en 1828, 1860, 1896 et 1932 ainsi qu'en 1968. Mon argument était le suivant : si le mythe du 11 Septembre avait été démantelé, l'élection de 2004 aurait probablement mené à un réaligement du parti progressiste. Si, en revanche, le mythe du 11 Septembre devait rester inchangé, le danger serait grand que le réaligement des partis n'aboutisse à une sorte de pouvoir fasciste. Malheureusement, cette seconde variante est peut-être en train de s'accomplir, quoiqu'il soit peut-être trop tôt pour le dire.

Pour ceux qui s'attachent réellement à démonter le mythe du 11 Septembre, le moyen le plus prometteur était représenté par une

commission internationale indépendante pour la vérité (IITC) plus ou moins créée sur le modèle du Tribunal des crimes de guerre au Vietnam de Russel-Sartre en 1966-1967. Le fait que le Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre n'ait pas réussi à convoquer l'IITC avant novembre 2004 a constitué le seul échec extrêmement important pour ce mouvement, échec que ses succès par ailleurs ne suffisent pas à compenser. L'IITC était l'enceinte adéquate pour démolir le mythe du 11 Septembre aux yeux des intellectuels et des leaders d'opinions internationaux de même que pour le saper au niveau national. Au lieu de cela, les initiatives entreprises n'ont réussi à éroder ce mythe qu'au plan régional au sein des États-Unis, ce qui, malheureusement, n'a pas été suffisant.

La campagne de Bush a présenté le mythe du 11 Septembre comme un nouveau culte civique païen, obligatoire et mystérieux, dont le candidat était le grand prêtre. Bush a résolument construit toute sa campagne sur la culture démagogique du 11/9 et ses thèmes chauvins et racistes. Le 11 Septembre a été évoqué dans la plupart des publicités télévisées de Bush et Cheney, qui ont été vues par un grand nombre de téléspectateurs. Toute la Convention nationale des Républicains a été organisée autour de ce thème. Bush, Cheney et leurs acolytes se sont arrangés pour parler du 11 Septembre dans chacun de leurs discours. Bush a mentionné le 11/9 dans les débats télévisés et y est revenu au cours du crescendo de sa campagne, à la fin du mois d'octobre. Le 11 Septembre a été son grand alibi, son prétexte, sa clause échappatoire ; lorsqu'il se voyait acculé, il sortait invariablement son 11/9. La faiblesse hésitante de Kerry a permis à Bush d'utiliser le fiasco du 11 Septembre, qui représente en réalité le moment de sa plus grande nullité, comme une référence positive.

Bob Shrum, consultant chevronné (et éternel perdant) du Parti Démocrate, affirmait qu'après le 11 Septembre, le peuple américain ne tolérerait pas une campagne qui créerait des divisions, et ne choisirait qu'un candidat positif et optimiste. Shrum a donc interdit d'attaquer Bush en disant (ce qui était pourtant exact) qu'il était le Néron du 11 Septembre, l'homme qui s'occupait à des futilités ou qui restait indécis pendant que New York brûlait. Il prétendait que c'était un sacrilège envers le mythe du 11 Septembre et le consensus oligarchique qui le sous-tendait. Kerry s'est laissé dominer par Shrum jusqu'à la Convention républicaine et même au-delà, quand il était déjà trop tard. Ces événements présageaient l'abandon définitif de Kerry.

Malgré tout, le mythe du 11 Septembre a été la cible d'attaques nourries. Howard Dean a confié, en décembre 2003, que beaucoup de gens pensaient que l'administration Bush savait ce qui allait se passer le 11 Septembre et étaient choqués par la fausse alerte terroriste conçue pour atténuer le rebond de Kerry lors de la Convention. Néanmoins, Kerry et

Edwards n'ont pas su demander des comptes à Bush pour s'être montré passif avant le 11/9 et pour s'être pétrifié ce jour-là.

L'ancien sénateur Bob Kerrey, membre de la commission du 11 Septembre, annonça, quelques jours après le vote, qu'il ne se sentait plus lié par le serment d'objectivité que tous les membres avaient prêté et expliqua comment, de son point de vue, la question du 11 Septembre aurait pu être retournée contre Bush. Selon lui, il aurait sans doute fallu souligner l'inertie de Bush, sa passivité et son incapacité à réagir aux maints avertissements que recevait la Maison Blanche sur l'imminence d'attentats. Cela aurait équivalu à une tentative de retourner le 11/9 contre Bush en s'appuyant sur le mythe. On peut se demander quelle aurait été l'efficacité d'une telle stratégie, mais le candidat démocrate Kerry n'en était même pas capable. Cette approche était également illustrée par le récit publié par Benjamin DeMott dans le numéro d'octobre 2004 du *Harper's Magazine*, qui qualifie le rapport de la commission du 11 Septembre de « machine à laver », de « tricherie et de supercherie ».

Le mystère des raisons pour lesquelles la commission est muette n'est guère profond. Elle ne peut pas appeler un menteur un menteur. Le sujet le plus important devant la commission du 11 Septembre était : que savait le Président Bush sur la menace qu'al-Qaida faisait peser sur les États-Unis, quand l'a-t-il appris et, s'il n'en savait pas grand-chose, pourquoi?... En avril 2004, devant ceux qui l'interrogeaient, le Président a dit qu'il n'avait pas été informé de la présence de terroristes dans le pays. On peut penser que c'est à peu près au moment où Bush a adopté cette position que les membres de la commission qui l'entendaient ont saisi qu'il serait impossible de jeter un éclairage utile sur la relation entre la conduite officielle et le manque de préparation au niveau national. La raison? L'affirmation du Président était contraire à la vérité. C'était un mensonge, et les membres de la commission ont compris qu'ils ne pouvaient pas laisser voir que c'était un mensonge. Un grand nombre de fonctionnaires avaient... fourni des détails circonstanciés sur leurs tentatives... d'édifier Bush candidat, puis Président élu, puis commandant en chef, à propos des menaces terroristes sur nos rivages. Les informations apportées par ces fonctionnaires avaient été exposées dans des documents prophétiques, courts et longs; la documentation fournie était très impressionnante à tous égards. Néanmoins, le chef de l'exécutif, assis devant la commission, affirmait : *Personne ne m'a rien dit*. Accuser le chef de l'exécutif de mensonge avait un coût impensable : le déchirement possible du tissu social et politique de la nation (*Harper's*, octobre 2004).

DeMott a examiné le rapport quotidien au Président du 6 août 2001, le stratagème employé par Richard Clarke, qui a été déclassé en avril 2004 suite au fracas généré par les auditions de la commission du 11 Septembre. Rappelons que ce document s'intitulait « Ben Laden est déterminé à frapper aux États-Unis » et contenait l'information selon laquelle « le FBI est en train d'effectuer environ 70 enquêtes approfondies à travers tous les États-Unis sur tout ce qui pourrait avoir un lien avec ben

Laden.» DeMott juxtapose cela avec le résumé fait par la commission du témoignage privé de Bush sur cette question : «*Le Président nous a dit que le rapport du 6 août était de nature historique.*»

L'article de DeMott aurait dû servir de base à une série d'offensives de la part de Kerry qui auraient pu se focaliser sur l'inaptitude flagrante de Bush au commandement au cours des jours et des semaines qui ont conduit au 11 Septembre : pas de réunion extraordinaire convoquée, pas de fonctionnaire de cabinet investi d'une tâche particulière, pas d'instruction donnée aux chefs d'agences, pas de processus inter-agences établi et, en résumé, rien d'entrepris pour réagir à tant de mises en garde urgentes de la part de «rapports clandestins, d'un gouvernement étranger et des médias» sur un risque d'attentats terroristes imminents. Cela aurait pu se faire sans remettre en cause les aspects centraux du mythe, mais en se fondant sur ce que révélait la partie non complice du gouvernement, autrement dit les Colleen Rowley et autres, à propos des réseaux pourris du gouvernement occulte.

En avril 2004, le *Washington Post* a publié un dessin humoristique (repris dans le «The Year in Cartoons» le 19 décembre 2004) qui montre Cheney en monstre de Halloween, le FBI en lion peureux, la CIA en épouvantail et un Bush incarné par «Dorothy». Tous ces personnages regardent une sorcière qui vole dans le ciel et laisse dans son sillage le message de fumée suivant : «Rends-toi, Dorothy! Sinon, j'envoie des avions dans les gratte-ciel – Oussama.» Le lion FBI dit : «Qu'est-ce que ça veut dire?» «C'est trop vague!» gémit l'épouvantail. «Ouais... et d'ailleurs, qui c'est, cette Dorothy?» fait Bush. Secondé par la toujours maussade Miss Rice, il s'est comporté comme si les mesures pour déjouer le complot du 11 Septembre étaient une sorte de bal des débutantes auquel il n'aurait jamais daigné participer à moins de recevoir une invitation gravée portant son nom calligraphié sur papier gaufré. Que Kerry ait été incapable même de profiter de cette masse de preuves empiriques pour étaler l'incapacité de Bush à tenir son rôle est une preuve accablante du manque de courage intellectuel du candidat démocrate; il est vrai qu'il n'a été désigné que parce que Dean avait été immolé par les médias sur la question du 11 Septembre.

La base démographique pour lancer une offensive sur le mythe du 11 Septembre aurait été favorable. Un sondage de Zogby International, commandé par Jimmy Walter à la fin du mois d'août, montrait qu'à peine moins de 50% de résidents new-yorkais ne croyaient pas à la version officielle et pensaient que les États-Unis avaient été avertis des attentats; un peu moins de citoyens de l'État de New York étaient de cet avis.

Une brève animation du Pentagone sur Internet ridiculisant l'affirmation du gouvernement selon laquelle un Boeing 757-200 avait heurté le QG du ministère de la Défense, remporta un très gros succès; le

*Washington Post* fut même forcé de publier un article s'en faisant l'écho. Pour les intellos, la chaîne de télévision BBC-2 diffusa en octobre «Le pouvoir des cauchemars», un documentaire qui soutenait qu'al-Qaida n'existait tout simplement pas, si ce n'est sous la forme d'un «mythe» et d'une «sombre illusion.» L'émission laissait entendre que ce mythe avait été créé par des politiciens en faillite, dont les slogans n'avaient plus de succès, et qui étaient prêts à tout pour garder leur pouvoir. Pour les moins intellos, Howard Stern invita des porte-parole du Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre et déclara à ses 13 millions d'auditeurs qu'il ne croyait pas qu'un avion de ligne ait heurté le Pentagone, mais qu'un missile de croisière constituait une explication bien plus plausible.

À cela il faut ajouter l'impact collectif de dizaines de sites web, plus des conférences à Berlin, Lucerne, San Francisco et Toronto, toutes relayées par un nombre incalculable de radios Internet, de chaînes de télévision alternatives, de vidéocassettes, de DVD, de livres, de blogs et de flots de messages sur le web. Les principaux journaux de la région métropolitaine firent de la publicité pour le rassemblement du 11 septembre au Manhattan Center de New York, qui réunit environ 1 300 personnes. Le grand jury des citoyens de Los Angeles, réuni au Bob Hope Patriotic Hall le 24 octobre, fut une initiative populaire où des citoyens ordinaires ont été bien au-delà des questions sans réponse, en condamnant carrément certains aspects essentiels du mythe officiel comme étant physiquement impossibles et en précisant que le suspect n° 1 dans cette histoire était un réseau pourri au sein du gouvernement des États-Unis.

Vers la fin du mois d'octobre, cent notables libéraux de gauche et d'enquêteurs sur le 11/9, dont Noam Chomsky, Michael Parenti, Ralph Nader et Howard Zinn, exigèrent la réouverture de l'enquête sur le 11/9 et adressèrent une pétition dans ce sens à l'*Attorney general* de l'État de New York, Eliot Spitzer. Mais, comme toute démarche purement juridique, cette plainte fut transmise à l'initiative et selon le calendrier des avocats au lieu de rester sous le contrôle d'une ligne politique claire. Les quelques chances de succès que cette entreprise aurait pu avoir diminuèrent sévèrement quand Spitzer annonça qu'il se présentait au poste de gouverneur de l'État de New York; il n'allait sûrement pas risquer de compromettre ses perspectives de carrière en devenant le Jim Garrison du scandale des mensonges du 11 Septembre. Remarquons aussi que Ralph Nader, dans les quelques conférences de presse C-SPAN que cet écrivain a pu donner, n'a jamais déclaré que le 11 Septembre était l'une de ses préoccupations essentielles; en fait, il n'en a pratiquement jamais dit un mot.

Le Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre était handicapé par ceux qui persistaient à se concentrer sur «les questions sans réponse.» Imaginons le jour du Jugement Dernier: l'archange Gabriel sonne la trompette de la résurrection, et voici que quelques militants mal inspirés



surgissent de leurs tombes pour rabâcher leurs questions sans réponse. Plus de trois ans et demi après le 11 Septembre, il était temps de donner quelques réponses.

Le Mouvement pour la vérité sur le 11 Septembre avait un autre point faible : sa tendance à s'appuyer sur les familles endeuillées pour asseoir son autorité morale et politique. L'éventail représentatif des familles du 11/9 était très large : certains étaient des modèles d'humanisme en quête de paix mondiale et partisans du pardon, d'autres étaient xénophobes et même racistes. Certains étaient partisans de Kerry, d'autres de Bush. Un groupe, obsédé par ce qu'il appelait « la réforme du renseignement » exigeait avant tout d'appliquer les recommandations de la commission du 11 Septembre, dont certaines équivalaient au Patriot Act II et qui, toutes, laissaient les vrais coupables du 11/9 dans l'impunité. En tout état de cause, ce fut une tragique perte de temps que de consacrer à des témoignages inutiles de familles les deux ou trois heures dont disposait le Mouvement pour la Vérité sur le 11 Septembre sur C-SPAN. La seule issue qui restait à ceux qui voulaient réellement détruire le mythe du 11 Septembre était la commission internationale indépendante pour la vérité.

Pour le moment, la machine CIA-Bush peut sembler avoir mis un gros bâton dans les roues de l'Histoire. Mais il est également utile de rappeler que les cycles de 36 ans ne sont que des conjectures qui se sont avérées depuis la fin de la guerre civile ; au préalable, ce cycle avait duré 40 ans (1788-1828) et 32 ans (1828-1860). Cela signifie que, même si de profonds changements dans le régime au pouvoir sont maintenant absolument indispensables, on ne peut pas en prévoir le moment avec une précision chronométrique. Le cycle 1788-1828 touchait à sa fin en 1824 quand une élection contestée à la Chambre des représentants se termina par la victoire de John Quincy Adams soutenu par Henry Clay, au détriment d'Andrew Jackson. L'issue de cette confrontation eut l'effet positif d'ajouter quatre ans supplémentaires de présidence Adams au cycle de 36 ans avant le désastre de la présidence Jackson. Quelque chose de similaire s'est peut-être produit en 2004 pour prolonger le mandat de Bush, mais cette fois dans un sens néfaste et désastreux.

Bien sûr, il y a encore l'éventualité, encore plus déprimante, que la longue période de régime constitutionnel aux États-Unis soit simplement en train de toucher à sa fin (naturelle ou non) et que le coup d'État « à froid » de Bush en 2004 en soit le sinistre présage. De fait, la tendance générale des récentes machinations du gouvernement de l'ombre se traduit par un affaiblissement incessant du pouvoir de l'empire étasunien, en raison d'actions irréflechies visant à le consolider.

Bien sûr, George Bush n'a été réélu Président des États-Unis que dans le monde de l'illusion télévisée schizophrène. Il n'a de légitimité qu'aux yeux des commentateurs grasement payés qui ont passé le lendemain des

élections à inventer des histoires délirantes présentant comme véritable clef des élections de 2004 le triomphe des valeurs morales (en la personne de George W. Bush, ravagé par l'alcool et la cocaïne !). Dans le monde réel, Bush a été battu par une majorité opposée à sa mauvaise façon de gouverner ; cette majorité, bien que démoralisée et désorientée par le lâche abandon de Kerry, ne peut que demeurer et croître.

Normalement, un homme politique ayant fait preuve de son incompetence, comme Bush, aurait dû s'en tenir à un seul mandat (comme l'a fait son père, de triste réputation) et emporter avec lui toute la haine, la vindicte, les scandales et les vengeances d'un premier mandat lamentable. En particulier, le renvoi de Bush à Crawford, au Texas, aurait pu désamorcer certains scandales latents tels que la divulgation du nom de Valerie Palme, la trahison de secrets d'État américains par le chouchou des néo-conservateurs Ahmed Chalabi, la contrefaçon de documents nigériens sur le minerai d'uranium ou la taupe israélienne au Pentagone. En tout état de cause, tous ces scandales, à l'instar du casse du Watergate en 1972, ne cesseront de hanter le second mandat de Bush. Il faut y ajouter le tout premier d'entre eux : celui du 11 Septembre, et maintenant la fraude électorale massive de 2004. Cela nous donne plus qu'assez de motifs pour expédier Bush II dans l'espace interplanétaire.

Or maintenant, G.W. Bush veut prolonger d'encore quatre ans sa mainmise sur la Maison Blanche. Les conflits étouffés par l'intimidation des électeurs et la fraude électorale bouillonnent encore dans le chaudron de la société étasunienne tourmentée par la guerre et la crise ; ils vont nécessairement finir par éclater à la figure de Bush. Cela peut arriver par exemple à l'occasion d'un conflit au sein du Parti Républicain. Dans les semaines précédant les élections, j'ai dit que les Républicains pouvaient ne pas survivre s'ils étaient relégués dans l'opposition. Ce n'était pas loin de la vérité. Mais il semble maintenant qu'ils ne puissent même pas survivre à leur monopole actuel sur tout le gouvernement fédéral. Comme le GOP domine l'exécutif, le législatif et le judiciaire, nous pouvons nous attendre à ce que les conflits dans la société en général se répercutent également au sein du Parti Républicain. La hâte à renvoyer Powell, Ashcroft, Ridge et d'autres secrétaires de cabinet, dans les semaines suivant les élections, n'était pas de bon augure pour Bush. Ensuite, Bush essaya de nommer au poste de secrétaire chargé de la sécurité nationale l'ancien responsable de la police de New York Bernard Kerik, une créature de Rudolph Giuliani qui lui servait de faire-valoir. Il en résulta une avalanche de révélations malveillantes sur Kerik qui retira prestement sa candidature.

Puis, suite à la question d'un militaire sur le non-envoi par le Pentagone de véhicules blindés pour les troupes en Irak, une vague d'attaques véhémentes déferla sur Rumsfeld. Cette fois, la rhétorique facile du chef du Pentagone ne servit à rien. Des sénateurs républicains

tels que McCain, Hagel et d'autres, déclarèrent qu'ils n'avaient pas confiance dans le secrétaire à la Défense. William Kristol ajouta sa voix aux glapissements qui demandaient le renvoi de Rumsfeld, montrant ainsi l'absence de solidarité dans le camp néo-conservateur (du moins envers quiconque n'est pas un disciple avéré de Léo Strauss).

Tout cela survint avant même le début du second mandat de Bush. Le second mandat d'Eisenhower fut entaché par le scandale des manteaux en vigogne du chef d'État-major de la Maison Blanche Sherman Adams. Le second mandat de Nixon fut écourté par l'affaire du Watergate. L'affaire Iran-Contra aurait pu abrégé le second mandat de Reagan si Lee Hamilton n'avait pas été là pour protéger le gouvernement occulte. Clinton fut l'objet d'un *impeachment* au cours de son second mandat, mais qui ne portait que sur des brouilles par rapport à ce qui pend au nez de Bush. Tout incite donc à penser que le second mandat de Bush sera vulnérable à des problèmes d'une tout autre ampleur.

De plus, la mégalomanie caractéristique de Bush n'arrangera pas ses affaires : il a annoncé son intention de privatiser le système de sécurité sociale. Les financiers de Wall Street savent qu'en plus des problèmes générés par la faiblesse du dollar, ils doivent faire face à un problème démographique : vers 2007, la première vague des représentants de la génération du baby-boom d'après guerre partira à la retraite. Ceux-ci ne cesseront alors d'acheter des actions et des fonds communs de placement pour les revendre. Cela signifie que l'actuel mouvement de la bourse à la hausse sera remplacé par une forte tendance contraire qui pourrait provoquer un krach. Les oligarques de la finance ont donc cherché un moyen d'injecter directement dans le marché boursier des fonds du gouvernement, dans l'espoir de soutenir les cours gonflés par la spéculation. Pour cela, leur solution favorite consiste à s'engraisser sur les cotisations de sécurité sociale. Cela revient à détruire le dernier élément restant du New Deal de Franklin D. Roosevelt. Bush pourrait découvrir que ses efforts visant à piller la sécurité sociale au profit de Wall Street risquent de se heurter à une opposition sociale et politique à laquelle il aura du mal à résister.

#### IRAK ET PALESTINE : LA FUTILITÉ DE L'IMPERIALISME

Peu après l'élection truquée de Bush, les États-Unis décidèrent, avec une prévisibilité écœurante, d'écraser la résistance irakienne à Fallujah. Après un immense massacre de civils, le commandement américain annonça qu'il avait «brisé la colonne vertébrale» de la résistance. La machine de propagande s'était donnée beaucoup de mal pour faire passer un certain Zarkaoui pour le chef des résistants ; il y avait tout lieu de croire que ce Zarkaoui, à supposer qu'il existe, était un pion des États-Unis utilisé comme contrepoids aux forces de la coalition. Notamment, au

cours de la semaine d'octobre où la chaîne BBC-2 diffusait son documentaire «Le pouvoir des cauchemars», qui exprimait des doutes philosophiques sur l'existence réelle de ben Laden et de sa bande, Zarkaoui se précipita pour défendre la crédibilité de ben Laden et proclamer sa fidélité éternelle à l'imprévisible sheikh saoudien, ce qui ne fait que confirmer que ben Laden ainsi que le fantomatique Zarkaoui, objet des plus étranges rumeurs, sont des créations de la CIA et du MI-6 depuis le début.

En réalité, les forces étasuniennes n'avaient réussi qu'à déplacer le centre des combats vers Mossoul, plus au nord. La mort d'Arafat à cette même période montra que l'occupation de l'Irak était autant vouée à l'échec que l'occupation des territoires palestiniens par Israël. Dans les deux cas, l'occupation étrangère d'un territoire souverain arabe a déclenché la résistance. Le seul moyen de faire cesser les hostilités est de mettre fin à l'occupation qui devient chaque mois de plus en plus odieuse à la population qui en est victime.

Dans le cas des territoires palestiniens, les grandes lignes d'un accord de paix sont sans le moindre doute celles des accords de Genève de novembre 2003 signés par Yasser Abed Rabbo et Yossi Beilin : tous les colons doivent quitter les territoires occupés et un véritable État palestinien souverain, et non un Bantoustan, doit être créé en Cisjordanie et à Gaza. Le mur israélien peut avoir une certaine légitimité, mais uniquement sur terre israélienne, à condition de suivre une ligne de démarcation internationalement reconnue. Le droit au retour des Palestiniens ne doit s'appliquer qu'au nouvel État palestinien, et non à Israël. Bien sûr, les colons israéliens et les réfugiés palestiniens devraient être indemnisés ; les États-Unis et l'Union européenne pourraient d'ailleurs y apporter leur contribution. L'État palestinien doit apporter des garanties de sécurité à Israël. Pour être efficaces, ces garanties ne doivent pas être sapées par du terrorisme fabriqué sous une fausse bannière. Un philosophe italien de Salerne, Enrico Nuzzo, a proposé que la Palestine et Israël deviennent membres de l'Union européenne, ce qui faciliterait leur reconstruction et leur développement économiques. D'une façon ou d'une autre, il faudra créer un Plan Marshal généralisé pour les pays sous-développés et déchirés par la guerre de tout le Proche-Orient, sous des auspices non monétaristes.

Le stupide régime Bush ne se lasse jamais de répéter comme des mantras «finir le travail» et «un Irak démocratique.» Là encore, c'est l'occupation étasunienne qui radicalise la situation en provoquant la résistance nationale. La paix ne pourra être établie que si l'occupation prend fin. La situation de l'infortunée armée américaine dans le pays pourrait bientôt devenir intenable ; elle pourrait finir par se retrancher dans quelques enclaves dans le désert où elle ne serait plus ravitaillée que par les airs. L'Irak évoluerait vers une situation susceptible de déboucher sur une sorte

de Vêpres siciliennes : en 1282, une insurrection populaire, déclenchée par une insulte à une Sicilienne qui sortait de l'église, avait brutalement chassé de l'île les forces d'occupation françaises de Charles d'Anjou.

## L'AGONIE DU DOLLAR

En novembre 2004, le dollar US tombait à 1,35 par rapport à l'euro. Les bureaux de change européens vendaient l'euro à 1,45 dollar aux touristes américains indignés. Pour la première fois depuis 1973, une nouvelle crise monétaire mondiale semblait se dessiner. Le déclic avait été donné par une déclaration faite par Greenspan à une conférence financière, selon laquelle le déficit actuel de la balance des comptes courants américaine ne pouvait pas durer parce qu'on ne pouvait pas compter sur les étrangers pour continuer à acheter des actifs libellés en dollars. Bientôt, les banques centrales de Russie et d'Indonésie signalèrent qu'elles continuaient à diversifier leur portefeuille de devises au détriment du dollar, et il apparut clairement que la Chine faisait de même.

L'euro gagnait rapidement du terrain depuis quelque temps, mais les deux tiers des réserves des banques centrales mondiales étaient encore détenues en dollars, pour une valeur de 2 300 milliards de dollars. L'enjeu était le rôle absurde et obsolète du dollar en tant que devise de réserve mondiale, rôle de plus en plus intenable depuis l'apparition d'une devise solvable rivale : l'euro. Les États-Unis étaient de loin le plus grand débiteur mondial avec presque 3 300 milliards de dollars de dette nette à l'étranger.

L'instabilité inhérente au système du dollar tient à ce que ce dernier est la devise de réserve alors que les États-Unis sont le plus gros débiteur de la planète et que les choses se dégradent de plus en plus rapidement. Selon l'*Economic Outlook* publié par l'OCDE, le déficit étasunien sera sur le point d'atteindre 825 milliards de USD par an (6,4% du PIB) en 2006, c'est-à-dire vers le milieu du second mandat de Bush.

En 2008, quand Bush sera sur le point de se lancer dans sa dernière tournée, le déficit des comptes courants des États-Unis aura augmenté d'environ 8% du PIB par an. Mais, comme l'ont annoncé les banquiers internationaux de la City de Londres, le point de rupture sera atteint bien avant. Selon eux, le dollar atteindrait, dans un avenir proche, le taux de 1,80 USD pour un euro. Cela posera un problème pour les détenteurs des quelque 11 000 milliards de dollars en actifs libellés dans cette devise, la plus grande catégorie de « richesses » mondiales. Si le dollar amorçait une chute encore plus marquée, cela les inciterait à se ruer vers la sortie, à abandonner leurs avoirs en dollars et ainsi à couler le billet vert. Cela ferait éclater la bulle immobilière étasunienne et provoquerait une « profonde récession », litote désignant un effondrement économique

mondial. C'est cette crainte qui empêche beaucoup de banques centrales de vendre leurs dollars dès à présent; c'est ce que Larry Summers, le secrétaire au Trésor (maintenant président de Harvard), a appelé «l'équilibre de la terreur financière» (*London Economist*, 4 décembre 2004). En d'autres termes, une dévaluation du dollar des plus sérieuses est désormais incontournable et pourrait détruire le système économique mondial ou ce qui en tient lieu. Parmi ces 11 000 milliards de titres libellés en dollars, combien pourront survivre? 40%? 25%? Moins encore? En tout cas, le montant des richesses dans le monde va s'avérer bien moindre qu'on ne le pense actuellement, car une bonne partie de ces 11 000 milliards de dollars vont bientôt se révéler être des capitaux purement fictifs.

Le statut de monnaie de réserve du dollar est le véritable pivot de l'arrogance des États-Unis envers le monde entier. Comme le dit Simon Nixon, le statut privilégié du dollar donne aux États-Unis «la liberté d'imprimer sans arrêt des billets verts sans déclencher d'inflation. C'est ce qui permet de financer des guerres, un déficit commercial gigantesque, des programmes budgétaires et des réductions d'impôts.» De la sorte, les États-Unis échappent au principe de la réalité économique. Le problème réellement décisif se posera le jour où un gros producteur de pétrole cessera d'accepter des dollars. Nixon remarque que la courte vie de la livre sterling en tant que devise de réserve après la deuxième guerre mondiale prit fin quand l'Arabie Saoudite cessa de se faire payer dans cette devise. Aujourd'hui, s'agissant du dollar, «même les Saoudiens se tâtent... Si les producteurs de pétrole tournent le dos au dollar, les conséquences pour l'économie mondiale seront immenses... Aussi bien les exportateurs que les importateurs de pétrole convertiraient une grande partie de leurs réserves en euros, déclenchant ainsi un abandon du dollar pour l'euro.» Il y a un autre danger: «si les banques centrales d'Asie cessent d'acheter des dollars, il en résultera un effondrement dévastateur de la monnaie étasunienne.» Donc, les États-Unis font face à «un défi à leur hégémonie économique» (*Spectator*, Londres, 18 octobre 2003; *Philadelphia Trumpet*, février 2004). Au cours de l'année 2004, les États-Unis ont déjà enregistré une fuite nette d'investissements étrangers à long terme.

Peut-être les néo-conservateurs vont-ils encourager l'Arabie Saoudite ou la Russie à faire le plongeon? Au début du mois d'octobre 2003, Poutine et Schröder ont évoqué le paiement par l'UE du pétrole russe en euros. Cette information «a déclenché une réaction en chaîne dans le secteur privé qui a multiplié par quatre les dépôts en euros dans les banques russes cette année; de leur côté, les citoyens se sont précipités pour échanger leurs paquets de billets verts contre des billets européens» (*Daily Telegraph*, 10 octobre 2003; *Philadelphia Trumpet*, février 2004). La solution à la crise monétaire mondiale passe par un nouveau système de Bretton Woods pour l'euro, le yen et le dollar, où les parités fixes

seraient établies par les gouvernements participants, où la régulation des marchés financiers serait totalement revue, où un mécanisme serait établi pour la compensation internationale et l'étalon-or afin d'empêcher un participant de connaître des déficits chroniques comme le faisaient régulièrement les Anglo-Américains. Plus important encore : ce nouveau Bretton Woods devrait être un système monétaire explicitement destiné au développement scientifique, technologique et économique du Tiers-monde, développement qui devrait s'accompagner d'une augmentation du niveau de vie, de la longévité et de la capacité de production énergétique pour l'humanité dans son ensemble.

## LA NOUVELLE GUERRE FROIDE AVEC LA RUSSIE

Ce livre se distingue de toutes les autres études sur le 11 Septembre par l'importance qu'il donne au rapport entre les forces nucléaires de Russie et celles des États-Unis comme étant le cadre nécessaire pour comprendre les attentats criminels du 11 Septembre. Il repose sur le tableau donné par les sources d'espionnage et de contre-espionnage qui nous montre les tensions explosives – aussi bien au plan militaire que politique et terroriste – entre la Russie et les États-Unis, qui sont quelque peu dissimulées par la comédie de l'amitié que Bush et Poutine jouent en public. Notre point de vue est que, le 11 septembre, Poutine, comprenant l'hégémonie des insensés du gouvernement occulte de Washington et de Londres, a décidé d'adopter une politique d'évitement de la guerre en faisant de vastes concessions aux États-Unis dans plusieurs domaines, y compris en Asie centrale.

Poutine a vu que les plans de guerre des néo-conservateurs pour le Moyen-Orient allaient s'essouffler, s'étioler et disperser les forces étasuniennes tandis que la Russie pourrait dans le même temps devenir plus forte. Au service de cette politique, il a accepté d'avalier tous les affronts et tous les préjudices sans réagir. Dans cette mesure, les relations entre lui et Bush rappellent celles qui existaient, de septembre 1939 à juin 1941, entre Hitler et Staline. L'analogie est suggestive, mais ne doit pas être suivie dans le moindre détail. Rappelons-nous aussi, comme l'indique la thèse du «brise-glace» du général Souvoroff, que Staline s'appretait lui-même à attaquer Hitler. C'était l'opération Tonnerre, prévue pour le début juin 1941. Hitler, dont l'armée était inférieure en nombre, fut en mesure de frapper le premier et ainsi de devancer Staline. C'est cette relation instable que les deux plus grandes puissances nucléaires mondiales entretiennent actuellement. Indubitablement, si la Russie peut détruire la super-puissance américaine, comme elle en a certainement les moyens, ce serait un sophisme que de lui refuser la même appellation de super-puissance. Soudain, le scénario d'une guerre thermonucléaire généralisée devient crédible.

Le sort réservé par les néo-conservateurs pour la Russie est devenu limpide peu après l'arrivée de Poutine au pouvoir. Juste avant le 11/9, Jeffrey Tayler écrivit un article pour le *Atlantic Monthly* (« La Russie est finie ») où il décrivait l'avenir apocalyptique du géant eurasiatique :

Les contradictions inhérentes à l'histoire millénaire de la Russie l'ont conduite à une baisse démographique, à un affaiblissement économique et peut-être à une désintégration territoriale. Le drame touche à sa fin. Dans quelques dizaines d'années, la Russie n'inquiétera pas plus le reste du monde que n'importe quel pays du Tiers-monde aux ressources abondantes, à la population paupérisée et au gouvernement corrompu. Bref, en tant que grande puissance, la Russie est finie (*Atlantic*, mai 2001).

Remarquez le terme de « contradictions *inhérentes*. » C'est la faute du déterminisme culturel, et non du FMI, de sa thérapie de choc criminelle, de Jeffrey Sachs, d'Anders Aslund, de la campagne du cartel pétrolier anglo-américain pour piller le pétrole sibérien, ni des Anglo-Américains qui soutient les terroristes tchéchènes et autres.

Dans cette compétition, Poutine a le mérite de vouloir simplement défendre son pays contre les Anglo-Américains. Comme l'a montré le massacre de l'école de Beslan, Poutine a aussi été victime du terrorisme anglo-américain. Il a fait preuve d'une grande retenue face aux provocations anglo-américaines telles que l'incident du *Koursk*. Il a aussi vu juste : les néo-conservateurs ont sensiblement affaibli la position militaire étasunienne dans le monde. Il a aussi été dans le vrai en pensant que, dans quelques années, la Russie aurait certains atouts stratégiques importants pour faire la pièce aux soi-disant supermen néo-conservateurs anglo-américains. Cela a été illustré le 18 novembre 2004 quand Poutine a annoncé que la Russie disposait d'un missile nucléaire stratégique dernier cri d'un modèle qu'aucun autre pays ne possédait.

Certains ont pensé qu'il s'agissait d'un modèle mobile de la troisième génération du Topol-M, connu à l'OTAN sous le nom de SS-27. D'autres ont supposé que Poutine parlait du missile balistique à grande portée Boulava lancé à partir de sous-marins. Quoi qu'il en soit, ce nouveau missile russe semble être en mesure de vaincre n'importe quelle défense stratégique antimissiles américaine, et ce pour un bon moment encore. Poutine a souligné qu'aucun pays ne serait capable d'entrer de sitôt en compétition avec son nouveau missile. La Russie semble avoir pris de l'avance sur les États-Unis dans beaucoup de domaines stratégiques décisifs ; Poutine a apparemment décidé d'encourager généreusement certains domaines essentiels de la recherche sur les armements susceptibles de lui donner un gros avantage sur les Anglo-Saxons en cas de conflit.

Nous avons un autre exemple avec le Sunburn SS-N-22, que les Russes appellent Moskit, un missile de croisière supersonique qui peut voler à mach 3 à 2,7 mètres au-dessus de la mer. Cette arme terrible a clairement



été conçue pour détruire les transporteurs aériens américains; on dit qu'elle a été vendue à la Chine (et à l'Iran, selon certaines informations non confirmées). La dissuasion russe n'est pas seulement en bonne santé : elle est extrêmement forte.

La raison pour laquelle Poutine a choisi le 18 novembre pour faire cette annonce renversante est devenue claire le dimanche 21 novembre, quand la CIA et le NED ont soutenu le coup d'État «le peuple au pouvoir» en Ukraine. Les cyniques agitateurs de Connecticut Avenue avaient mobilisé les gens à descendre dans la rue à l'occasion de la candidature aux présidentielles de l'ancien Premier ministre Youchtchenko, dont la principale séduction tenait à sa promesse de faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN. La candidature du Premier ministre en place Yanoukovitch avait reçu le soutien explicite de Poutine.

Les partisans de Youchtchenko appliquaient la méthode utilisée par le NED pour renverser Milosevitch en Serbie en 2000; les mêmes moyens avaient également fait partir Edouard Chevarnadze (favorable à Moscou) lors de la «révolution des roses» en Géorgie au début de 2004. (En Bélarus, une tentative similaire avait échoué.) Les partisans de Youchtchenko, qui avaient baptisé leur mouvement révolution orange, bloquèrent les rues de Kiev en clamant que l'apparente victoire de Yanoukovitch était due à des fraudes électorales. Bien que sincèrement désireux de réformes démocratiques, de nombreux Ukrainiens n'étaient pas dupes et voyaient très bien l'ombre des tireurs de ficelle à Washington. La foule put faire annuler les résultats par la Cour suprême et obtenir de nouvelles élections quelques semaines plus tard.

La plupart de ces opérations avaient été dirigées à partir de la Pologne par la clique familiale de Brzezinski, le prophète du 11 Septembre, le responsable de la guerre de 1979-1988 en Afghanistan et, par conséquent, de l'émergence de ben Laden & Cie. Par la vertu du népotisme, il y avait maintenant son fils Mark, ancien membre du Conseil national de sécurité de Clinton. Zbigniew professait notoirement une russophobie hystérique et de la nostalgie pour la petite noblesse polonaise ou *szlachta*. Les deux Brzezinski donnèrent des interviews 24 h/24 pendant les premiers jours de la crise ukrainienne. C'est peut-être à leur service que l'ancien Président polonais Lech Walesa osa proposer sa médiation.

Le soutien à Yanoukovitch était fort dans les villes industrielles d'Ukraine orientale où une grande partie de la population était d'origine russe. Le fief de Youchenko, quant à lui, n'était qu'une ruine économique. On voyait des skinheads fascistes parmi les légions orange de Youchenko, mais les commentateurs occidentaux les faisaient passer pour des démocrates parce qu'ils étaient anti-russes. Lorsque l'élection de Yanoukovitch fut annulée par les tribunaux, les officiels ukrainiens commencèrent à envisager l'autonomie puis l'indépendance. Si la séces-

sion venait à être tentée, qui essaierait de l'empêcher par la force? La Russie interviendrait-elle du côté des indépendantistes? La Pologne, maintenant dans l'OTAN, interviendrait-elle contre la Russie? Les États-Unis et les autres membres de l'OTAN se laisseraient-ils entraîner dans la plus folle des aventures? Poutine eut quelques échanges acerbes avec des porte-parole des affaires étrangères de l'UE car pas mal d'Européens s'étaient inconsidérément laissés séduire par le carnaval orange. Néanmoins, le chancelier allemand Schröder parut comprendre la farce qui se jouait à Kiev. La rencontre prévue avec Poutine eut lieu comme convenu dans le Schleswig, juste avant Noël, mais sans aboutir à franchir le pas crucial consistant à passer à l'euro pour payer le pétrole.

Inutile de dire que l'Ukraine est la voie royale empruntée par tout envahisseur de la Russie, depuis Napoléon jusqu'à Hitler. Toucher à l'Ukraine est une bonne recette pour titiller l'instinct de défense des Russes qui est toujours très vivace. Quel serait l'intérêt des Américains d'étendre l'OTAN jusqu'à la Crimée? Dans l'intervalle, le point de vue de ce livre sur le contexte stratégique mondial a reçu une confirmation décisive. Poutine l'a souligné avec son malicieux cadeau de Noël aux Anglo-Américains : la nationalisation de la gigantesque compagnie pétrolière Yukos pendant l'emprisonnement de son ancien patron, l'oligarque Khodorovsky. Le geste de Poutine fut interprété comme le prélude à un retour sur la gigantesque privatisation illégale des biens de l'ancien État soviétique par la *nomenklatura*, qui avait eu lieu sous le régime pro-FMI d'Eltsine dans les années 90.

Les événements ukrainiens ont valu au régime Bush un nouvel Oscar de l'hypocrisie internationale. Bush venait de s'arroger un autre mandat grâce à une fraude électorale d'envergure pharaonique. Mais s'il savourait la fraude dans l'Ohio et en Floride, il trouvait celle en Ukraine intolérable. Il en allait de même pour les risibles observateurs de l'Union européenne invités par le Département d'État des États-Unis sous le patronage des accords d'Helsinki et de l'OSCE. Aveugles face à la fraude électorale à Colombus, ils retrouvaient des yeux de lynx en Ukraine. (La même équipe proposa de valider le *grand-guignol* sanglant des élections en Irak sous égide américaine, mais uniquement depuis un lieu sûr en Jordanie!)

Depuis longtemps, la stratégie des États-Unis était d'isoler, d'appauvrir et de déstabiliser l'URSS, les États qui lui ont succédé et leurs alliés. En 1989-1990, la coalition de l'OTAN avait réussi à briser son vieil adversaire, le Pacte de Varsovie. Avec la chute du communisme en Europe de l'Est, le bloc économique soviétique (le COMECON), s'était également désintégré. Quant à l'Union soviétique, elle fut inutilement mise à mort en décembre 1991. En 2004, il devint de plus en plus évident que la politique anglo-américaine avait l'intention de briser la Fédération de Russie, l'ancienne RSFSR elle-même. Pour asseoir sans conteste la domination

anglo-américaine absolue sur le monde, il fallait balkaniser la Russie. L'arsenal stratégique de cette grande puissance devait être éliminé, ou du moins disséminé chemin faisant. Le fait que la Russie soit le deuxième exportateur mondial de pétrole n'était pas étranger à cette stratégie.

La grande évolution de 2003 fut l'émergence, après un siècle de conflits futiles et fratricides, du bloc continental France, Allemagne et Russie, la meilleure option permettant de faire échec à la domination anglo-américaine. En 2002, l'Allemagne s'était mise à la tête de ce bloc à l'occasion du refus obstiné de Schröder de cautionner l'agression de l'Irak. En 2003, Chirac et Villepin en avaient repris la direction, également à propos de l'Irak. En 2004, Poutine accusa les Anglo-Américains de sponsoriser le terrorisme et d'avoir des intentions hostiles.

Les derniers jours de 2004 furent une période sombre. Le monde était consterné à la perspective de vivre encore quatre ans avec Bush. Un ensemble impressionnant d'éléments montre qu'il faut trouver une alternative à l'État-nation territorial du monde moderne qui devient obsolète. Mais ces éléments ne sont peut-être pas encore suffisamment concluants.

Si nous nous rappelons les trois catégories de Machiavel : la monarchie, l'oligarchie et la démocratie (correspondant aux catégories ontologiques un/peu/beaucoup, auxquelles nous n'échapperons jamais), nous remarquons que toutes les tentatives de dépasser l'État-nation (les Nations Unies, l'Union européenne) ont été menées sur une base oligarchique et qu'elles contiennent par conséquent de fortes tendances contraires au progrès de l'humanité et à la solution de l'actuelle crise mondiale. Le problème majeur de l'oligarchie est sa médiocrité et son inertie, la dernière étant particulièrement obstinée parce qu'aucun changement ne peut avoir lieu si les oligarques ne sont pas prêts à coopérer. Il faut que l'oligarchie dominante soit équilibrée par un exécutif fort, une sorte de Président mondial. Ce fut cela, le génie de la nouvelle monarchie à l'aube de l'ère moderne en Europe : des rois tels que Louis XI en France ou Henry VII en Angleterre firent alliance avec leur bourgeoisie respective pour mettre fin aux abus de l'aristocratie féodale.

Vu la nature profondément oligarchique du monde actuel, il y a tout lieu de craindre que les institutions d'un éventuel gouvernement mondial ne soient encore plus viciées par l'oligarchie que celles des gouvernements que nous connaissons. Le problème des partisans d'un gouvernement mondial consiste à fixer le cap permettant d'arriver à un exécutif mondial unifié. C'est une question extrêmement délicate pour de nombreuses raisons. Si cela pouvait se faire de manière pacifique, un État fédéral mondial pourrait remplacer les Nations Unies tout comme la Constitution fédérale des États-Unis a remplacé les *Articles of Confederation* qui prévoyaient un Congrès oligarchique mais sans exécutif pour le contrôler. Toutefois, vu le pouvoir des va-t-en guerre néo-conservateurs dans le

monde d'aujourd'hui, il paraît dilatoire et utopique d'émettre ne serait-ce que des spéculations sur cette éventualité. Il est hélas plus probable que le gouvernement mondial ne voie le jour, pour autant qu'il le voie jamais, qu'à la suite d'une nouvelle guerre mondiale cataclysmique au cours de laquelle des États-nations tout entiers, affaiblis par la crise de la mondialisation, périront aussi facilement qu'ont disparu les dynasties royales à la fin de la première guerre mondiale.

Nous vivons le crépuscule de l'ordre mondial anglo-américain, le système de domination planétaire de la faction financière conservatrice qui s'est mis en place juste après 1700. Ce système a quelques aspects positifs mais il est désormais devenu une entrave au progrès de l'humanité ; il est plus que temps qu'il quitte la scène mondiale :

L'ordre ancien s'en va, cédant la place au nouveau,  
Et Dieu trouve son contentement de multiples manières,  
De peur qu'un homme de bien ne corrompe le monde.

Tennyson

Selon certains calculs, nous nous trouvons à l'orée d'une nouvelle période fasciste. Si cette nuit doit venir, qu'elle ait au moins la franche et limpide netteté d'une nuit polaire, et ne soit pas polluée par le brouillard du mythe et du mensonge.

W.G.T.

23 décembre 2004